



Police Municipale

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ  
DÉPARTEMENT DU VAR

**AFFICHÉ EN MAIRIE  
de GAREOULT Le :**

**16 JAN. 2026**

Extrait du registre des arrêtés du Maire  
En date du 13 janvier 2026

**Arrêté municipal N°2026\_01\_001**  
**Dérogation de circulation et de stationnement pour les véhicules poids lourds.**  
**CHEMIN DE PRECAUVET**

Nous, Gérard FABRE, Maire de la Commune de GARÉOULT, 83136,

VU les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le Code de la route et notamment l'article L411-1,

VU l'article L 511-1 du code de la sécurité intérieure,

VU l'article R 610-5 du Code pénal,

VU l'article R 417-10 du Code de la route,

VU l'arrêté municipal N° 34-2011, réglementant la circulation générale sur la Commune de GARÉOULT, 83136, en date du 10 Juin 2011,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié,

VU la demande en date du 06 janvier 2026, de Monsieur Franck POPPE, qui sollicite une dérogation de tonnage de 32 tonnes, pour un camion toupie béton appartenant à l'entreprise BETON VICA, se rendant au 129 C chemin de Précauvet à Gareoult afin de faciliter les livraisons, du jeudi 15 janvier 2026 au samedi 31 janvier 2026.

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la Commune de GARÉOULT,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité des personnes et des biens,

**ARRÊTONS**

**ARTICLE 1 :** Le véhicule poids lourd toupie d'un PTAC de 32 tonnes appartenant à l'entreprise BETON VICA se rendant au 129 C chemin de Précauvet à Gareoult, afin de faciliter les livraisons, du jeudi 15 janvier 2026 au samedi 31 janvier 2026.

**ARTICLE 2 :** Il est rappelé que l'entreprise BETON VICA doit procéder à tout enlèvement des déchets et encombrants dus au chantier sous peine de sanction. De plus, l'incinération de ces déchets est interdite.

**ARTICLE 3 :** Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de TOULON, 83000, dans un délai de deux (2) mois, à compter de la présente notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de La Roquebrussanne, Madame la Directrice Générale des Services, les Polices Municipale et Rurale de Gareoult, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié au registre des arrêtés de la Commune de GARÉOULT.



Le Maire,

Gérard FABRE.